



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES
GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

mardi

17-01-2006

Après-midi

dinsdag

17-01-2006

Namiddag

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti socialiste
sp.a-spirit	Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht
Vlaams Belang	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	Parlementair stuk van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions ; les annexes se trouvent dans une brochure séparée (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken; de bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	séance plénière	PLEN	Plenum
COM	réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@laChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Question de Mme Zoé Genot au ministre de l'Emploi sur "la publicité gouvernementale sexiste 'pécéphobie'" (n° 9229) 1

Orateurs: **Zoé Genot, Peter Vanvelthoven**, ministre de l'Emploi

Question de Mme Zoé Genot au ministre de l'Emploi sur "la campagne pécéphobie et ses dérives commerciales" (n° 9230) 3

Orateurs: **Zoé Genot, Peter Vanvelthoven**, ministre de l'Emploi

Question de Mme Simonne Creyf au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la nomination du directeur général de l'Administration de l'Énergie" (n° 9369) 6

Orateurs: **Simonne Creyf, Christian Dupont**, ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes, de l'Égalité des chances

INHOUD

Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Werk over "de seksistische peeceefobiecampagne van de regering" (nr. 9229) 1

Sprekers: **Zoé Genot, Peter Vanvelthoven**, minister van Werk

Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Werk over "de peeceefobiecampagne van de regering en de commerciële uitwassen ervan" (nr. 9230) 3

Sprekers: **Zoé Genot, Peter Vanvelthoven**, minister van Werk

Vraag van mevrouw Simonne Creyf aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de benoeming van de directeur-generaal van het Bestuur Energie" (nr. 9369) 6

Sprekers: **Simonne Creyf, Christian Dupont**, minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 17 JANVIER 2006

DINSDAG 17 JANUARI 2006

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14.21 heures par M. André Frédéric, président.
De vergadering wordt geopend om 14.21 uur door de heer André Frédéric, voorzitter.

01 Question de Mme Zoé Genot au ministre de l'Emploi sur "la publicité gouvernementale sexiste 'pécéphobie'" (n° 9229)

01 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Werk over "de seksistische peeceefobiecampagne van de regering" (nr. 9229)

01.01 Zoé Genot (ECOLO): Monsieur le président, on a pu assister à un exemple très peu subtil à mon sens de publicité sexiste: il s'agissait de la campagne de publicité gouvernementale en faveur de la sécurité informatique. Elle a été lancée fin octobre 2005 sous l'impulsion et la responsabilité du gouvernement qui d'ailleurs héberge cette campagne sur son site officiel. On y voit une femme, Ginette, en robe de vichy rose et petit tablier blanc, nous montrant sa cuisine modèle, son four, son lave-vaisselle, sa machine à laver et son film, où elle se présente en caricature vivante du stéréotype de femme hystérique, inculte et sans cervelle, prise de panique à la seule vue d'un ordinateur portable. Elle en laisse tomber son plateau, attaque l'appareil au fly-tox et au balai avant de l'enfermer dans son four pour l'empêcher de nuire à sa petite famille.

01.01 Zoé Genot (ECOLO): De peeceefobie-campagne van de regering voor veilig computeren en internetten is een schoolvoorbeeld van seksistische communicatie. Met behulp van de karikatuur van het domme en hersenloze huisvrouwje worden een aantal clichés verkondigd, die weliswaar wijdverbreid maar daarom niet minder onverteerbaar zijn, en al zeker niet als de regering zelf ze rondbazuint.

L'action s'est prolongée en public: on a pu voir Ginette dans une vitrine en véritable femme-objet dans une reproduction de "sa" cuisine modèle, en pleine rue Neuve à Bruxelles. La même campagne s'est également étalée sur nos écrans de télévision. Certains trouveront que c'est très drôle mais c'est un procédé récurrent des publicitaires commerciaux, consistant à dire que leur produit est tellement simple que même une femme débile est capable de l'utiliser. C'est un procédé classique. Si vous observez les publicités depuis quinze ou vingt ans, vous constaterez que c'est une pratique constante. Ce n'est pas une très bonne idée que l'État lui-même s'y mette.

Werd er intussen actie ondernomen om met die campagne te stoppen, en zo neen, waarom niet?

Op grond van welke criteria werd groen licht gegeven voor die campagne?

Wat vindt de minister van Gelijke Kansen daarvan?

Je voulais savoir si vous aviez pris des dispositions pour arrêter cette campagne et sinon pourquoi? Quels critères avez-vous utilisés pour avaliser cette publicité? Que pense le ministre de l'Égalité des chances de cette campagne? Il y a quelques années, on a constaté que les sites de l'État n'avaient pas été pensés en fonction du genre. On avait commencé à réfléchir en termes de genre par rapport à l'accès à l'informatique notamment. Par conséquent, la moindre des choses pour nous montrer votre bonne volonté en ce domaine serait

Hoe staat het met de regeringsmaatregelen om vrouwen ertoe aan te zetten werk te zoeken in de IT-sector?

Zou men de vrouwen, in het licht van die doelstelling, niet op zijn

de relancer cette réflexion sur la meilleure manière d'encourager les femmes à travailler dans le secteur de l'informatique et de leur renvoyer une image valorisante d'elles-mêmes dans ce domaine en montrant leurs capacités.

01.02 Peter Vanvelthoven, ministre: Monsieur le président, chère collègue, la campagne pécéphobie a, comme prévu, pris fin le 12 novembre. Le site web pécéphobie restera encore quelque temps en ligne pour permettre aux utilisateurs d'ordinateurs de s'informer au sujet de la sécurité des ordinateurs et d'internet mais plus aucune action ne sera entreprise dans le cadre de cette campagne.

Cela étant dit, si je n'avais pas soutenu complètement le fond et la forme de la campagne pécéphobie, je n'aurais pas autorisé son lancement. Lors de l'élaboration de la présentation du fond et de la forme du spot télévisé et des encarts publicitaires dans les journaux, périodiques et médias en ligne, nous avons tout d'abord essayé de traduire une matière complexe et relativement abstraite, celle de la sécurisation du pc et d'internet, en messages clairs, reconnaissables et positifs.

Nous voulons attirer l'attention des gens sur les dangers liés à l'informatique et à internet mais notre objectif n'est toutefois pas de les effrayer. A vrai dire, ce n'est pas nécessaire, car pour utiliser un ordinateur et internet en toute sécurité, il suffit de respecter quelques règles et conseils simples. En choisissant un ton ludique et en présentant des situations proches de la farce, nous évitons que notre message soit perçu comme un désastre.

Nous n'avons reçu ni plainte ni réserve du ministre de l'Egalité des chances. En choisissant Ginette comme figure de la campagne pécéphobie, nous étions conscients de la possibilité que tout le monde ne reconnaisse pas le caractère humoristique et satirique de la campagne mais nous étions entièrement confiants dans le fait qu'une grande majorité de la population en soit convaincue.

Une mesure d'impact effectuée auprès de 1.000 utilisateurs de pc dans tout le pays la semaine suivant la fin de la campagne confirme que le ton de la campagne était le bon. Les résultats de cette mesure d'impact révèlent en effet que les réactions face au ton et au contenu de la campagne sont essentiellement positives. Un peu plus de 60% des personnes interrogées trouvent que les publicités dans les journaux et le spot télévisé sont "marrants" et plus de 70% les trouvent "originaux".

Environ la moitié des personnes interrogées les décrivent comme étant informatives et claires. Seul un cinquième des personnes les a ressenties comme dérangeantes. Pour le site web "Pécéphobie", les indices de satisfaction sont encore plus élevés. Nous estimons donc pouvoir conclure que la campagne a bien fonctionné tant en ce qui concerne la forme marrante et originale que le fond informatif et clair.

Les autorités et les organisations soutenues par les autorités prennent presque continuellement des initiatives pour accroître le nombre de femmes travaillant dans le secteur ICT. ADA, par exemple, est un partenariat entre quatre organisations qui s'occupent activement de la formation informatique des femmes et qui sont soutenues par le ministère fédéral Emploi et Travail et par le Fonds

minst een fraaier beeld van henzelf kunnen tonen met betrekking tot het gebruik van de computer?

01.02 Minister **Peter Vanvelthoven**: De pécéphobie-campagne, waarvan ik de vormelijke voorstelling volledig heb gesteund, eindigde zoals gepland op 12 november. De website zal nog enige tijd online blijven.

Het hoofddoel van de campagne was om een complexe en vrij abstracte materie in een heldere, herkenbare en positieve boodschap voor te stellen, zonder de mensen schrik aan te jagen.

De ministers van Gelijke Kansen hebben geen klachten geuit, noch voorbehoud gemaakt. Uit een impactmeting in de week na afloop van de campagne is gebleken dat overwegend positief werd gereageerd op de stijl en de inhoud van de campagne.

Slechts één vijfde van de ondervraagde personen hebben de campagne als storend ervaren en de waarderingscijfers liggen nog hoger voor de website.

Wat de ondervertegenwoordiging van de vrouwen in de ICT-sector betreft, nemen de overheid en organisaties die door de overheid worden gesteund nagenoeg voortdurend initiatieven om dat probleem te verhelpen. Een van die initiatieven is ADA, een partnership voor de opleiding van vrouwen in de informatica.

social européen. Les différents acteurs du secteur – les entreprises, les organismes d'orientation, les écoles et les centres de formation – sont impliqués. Les activités et initiatives d'organisations comme ADA indiquent que les femmes sont encore sous-représentées dans le secteur ICT.

01.03 Zoé Genot (ECOLO): Monsieur le ministre, je constate que, dans votre mesure de l'impact de la campagne, vous n'avez pas osé demander si l'impact était différent entre les auditeurs féminins et masculins puisque vous me livrez des chiffres globaux. C'est dommage car dans l'analyse de genre qu'on essaie de promouvoir auprès des différents ministres, on recommande au contraire d'effectuer des analyses de genre sexué. Celles-ci permettent d'examiner si la campagne a eu un même impact sur les deux publics ou s'il faut faire des campagnes plus spécifiques à certains publics.

Par ailleurs, je constate que vous êtes très content de votre campagne. Il est dommage que vous ne réfléchissiez pas plus à cette problématique de genre. Me dire que l'action d'ADA existe, j'en suis consciente. Elle existe depuis des années; elle fonctionne bien mais les promotrices de l'action se sentent fort isolées.

Vous étiez secrétaire d'Etat à l'Informatisation. Aujourd'hui, il est temps de réfléchir de manière globale sur l'accès à l'informatique et aux sites internet. Très souvent, on observe que les sites internet sont utilisés de manière différente par les hommes et par les femmes. Il serait intéressant d'effectuer cette réflexion au niveau des sites internet de l'Etat et de se demander comment faire pour que tous les utilisateurs s'y retrouvent au mieux. Je note que cela n'a pas l'air d'être à l'ordre du jour!

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Question de Mme Zoé Genot au ministre de l'Emploi sur "la campagne pécéphobie et ses dérives commerciales" (n° 9230)

02 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Werk over "de peeceefobiecampagne van de regering en de commerciële uitwassen ervan" (nr. 9230)

02.01 Zoé Genot (ECOLO): Monsieur le ministre, après les dérives sexistes, on passe maintenant aux dérives commerciales de la campagne "pécéphobie" qui sont à mes yeux tout aussi inquiétantes. Le ministre a décidé de lancer une campagne destinée à encourager les citoyens à utiliser davantage internet, à mieux comprendre son usage et comment protéger au mieux leur ordinateur, ce qui m'apparaît un excellent objectif. Ce qui me pose un problème, c'est son exécution. Outre l'aspect sexiste de la campagne, une confusion est ici savamment entretenue entre bonnes pratiques et pratiques commerciales.

J'aurais voulu savoir combien a coûté cette campagne, quelle part en est assumée par l'État et quels sont les acteurs qui l'ont réalisée, puisque les sponsors sont très présents? Pourquoi avez-vous décidé de vous associer à des acteurs privés dans cette campagne? Ne craignez-vous pas que l'impartialité de cette campagne n'en pâtisse? Quelle est l'implication de ces sponsors sur le contenu? Y ont-ils été associés? Quel est le montant de leur contribution? Quels sont les critères de sélection des dealers renseignés? Ne trouvez-vous pas

02.01 Zoé Genot (ECOLO): Hoeveel heeft de 'peeceefobie'-campagne gekost? Hoe groot was het aandeel van de overheid en dat van de sponsors? Wie heeft ze uitgevoerd? Waarom werden er privé-actoren bij betrokken? Werden de sponsors bij het bepalen van de inhoud betrokken? Op grond waarvan werden de ingelichte voortverkopers geselecteerd? Moet een minister een winkel aanbevelen?

Waarom alles door elkaar halen waardoor gratis software, het delen van bestanden en het downloaden worden gestigmatiseerd? Kunnen Mac-

étonnant qu'un ministre conseille un magasin?

Les conseils dispensés dans l'opération poussent clairement vers des solutions commerciales et stigmatisent les outils non commerciaux, assimilant par exemple le téléchargement de logiciels gratuits à une conduite à risques. Or on connaît de nombreuses personnes, y compris des informaticiens, qui travaillent avec des logiciels gratuits téléchargés. On évoque également le téléchargement de musique comme quelque chose de dangereux et de punissable. Si je décide de mettre ma musique en accès libre sur internet, ce n'est ni dangereux ni punissable. Une série de distinctions nécessaires ne sont pas opérées par le site.

Pourquoi ces amalgames qui stigmatisent les logiciels gratuits en portant donc atteinte aux logiciels libres? Pourquoi décourager le partage et diaboliser le téléchargement? Les conseillers sont-ils formés pour répondre aux questions des utilisateurs de logiciels Mac ou libres? Les conseillers renseignent-ils des logiciels gratuits de protection? Ce n'est pas le cas sur le site. Pourquoi n'est-il fait mention nulle part sur le site de la faiblesse de certains logiciels propriétaires dont ceux qui détiennent le quasi-monopole du marché et qui se sont ménagé de petites portes arrière, véritables entonnoirs à virus?

Depuis le lancement de la campagne, on a procédé à une amélioration puisque le site est maintenant accessible en version texte pour les internautes malvoyants et ceux ne disposant pas de Flash player. Pourquoi ne pas l'avoir fait dès le début en respectant les recommandations W3C? On apprécie l'amélioration.

02.02 **Peter Vanvelthoven**, ministre: Monsieur le président, madame Genot, la campagne Pécéphobie a coûté 1 million d'euros. La moitié de ce montant a été apportée par les partenaires privés et l'autre moitié par Fedict. La liste de tous les partenaires - quelques dizaines d'entreprises du secteur ICT, avec leur fédération Agoria ainsi que le VDAB, Banksys et quelques institutions financières - se trouve sur le site web "Pécéphobie". Je tiens à souligner que différents établissements scolaires ont aussi contribué au succès de la campagne.

Bien que les autorités fédérales considèrent la sécurité de l'information et la sécurité d'emploi des ordinateurs et des réseaux comme une tâche d'intérêt général et qu'elles estiment par conséquent de leur devoir de sensibiliser au maximum la population à cette problématique, il ne faut pas perdre de vue qu'un rôle important, pour ne pas dire fondamental, est dévolu aux entreprises et aux prestataires de services du secteur ICT ainsi qu'aux écoles supérieures enseignant l'informatique. Le secteur ICT et d'autres acteurs du privé reconnaissent d'ailleurs explicitement qu'ils ont une grande responsabilité dans cette mission de sensibilisation. Ils se sont montrés prêts à l'assumer pour mener à bien cette mission.

Agoria a assumé la direction effective de la gestion du projet ainsi que la responsabilité de la coordination et de la bonne exécution sur le terrain, y compris la mobilisation, l'organisation et la coordination de l'apport des partenaires privés qui ont collaboré à la campagne. Agoria s'est chargée de la sélection des partenaires et des conventions juridiques contractuelles y afférentes et a rempli cette

gebruikers en mensen die met vrije software werken worden ingelicht? Worden de gebruikers van gratis beschermprogramma's ingelicht? Waarom wordt de vatbaarheid voor virussen van sommige gesloten programma's niet op de site vermeld?

Waarom werd niet onmiddellijk een versie voor slechtzienden online gebracht?

02.02 Minister **Peter Vanvelthoven**: De campagne heeft één miljoen euro gekost, waarvan de helft door Fedict werd betaald. Op de site wordt de lijst van institutionele partners en privépartners vermeld. Ook al is de beveiliging van de informatie een taak van algemeen belang, toch is er een rol en een verantwoordelijkheid weggelegd voor ICT-bedrijven en hogescholen. AGORIA heeft op een objectieve en niet-discriminerende wijze de leiding van het project op zich genomen en stond tevens in voor de selectie en de coördinatie van de partners. Er zijn geen contractuele relaties tussen de autoriteiten en de dienstverleners.

De privé-partners hebben AGORIA en het kabinet over de inhoud van de website geadviseerd en hebben een aantal modules uitgewerkt. Wat dit project betreft, heeft alleen het

tâche de manière objective et non discriminatoire. Les services qui ont été fournis par les réparateurs et les vendeurs de matériel informatique sont des services directs d'un réparateur/vendeur au citoyen et non pas aux autorités. Il n'est donc pas question de relation contractuelle entre les autorités et le prestataire de services.

En ce qui concerne le contenu de la campagne, les partenaires privés ont rempli, d'une part, une fonction consultative et, d'autre part, une fonction exécutive. D'une part, ils ont apporté, sur la base de leur expertise relative à la sécurité des ordinateurs et de l'internet, un input précieux à Agoria et au cabinet de l'Informatisation afin de donner du contenu à la campagne. Concrètement, ils ont donné leur avis sur les sept conseils de sécurité qui sont repris dans le livret "Comment j'ai vaincu ma pécephobie" et sur le site web "Pécephobie".

D'autre part, ce sont eux qui se sont chargés du développement de quelques modules sur le site web. Je tiens cependant à insister sur le fait qu'ils n'ont eu aucune compétence décisionnelle pour déterminer le contenu de la campagne. Seul le cabinet de l'Informatisation a eu cette compétence.

En ce qui concerne la sélection des dealers, je me réfère à ce que j'ai dit: Agoria a assumé la direction effective de la gestion du projet.

Je tiens à ajouter une considération fondamentale: dans le prolongement de la campagne pécephobie, nous espérons rapprocher les utilisateurs de pc et les réparateurs de pc. Nous ne nous attendons pas à ce que tous les Belges deviennent soudainement, grâce à la campagne pécephobie, des spécialistes en informatique et qu'ils résolvent eux-mêmes tous les problèmes relatifs à la sécurité des ordinateurs et de l'internet. Il est donc important que les utilisateurs de pc et les réparateurs de pc puissent facilement se contacter. De la même manière qu'on dit "mon garagiste" et "mon médecin", nous espérons pouvoir dire à l'avenir "mon spécialiste pc".

Notre intention n'est certainement pas de faire l'amalgame entre logiciels illégaux et logiciels libres légaux. Nous estimons que nous n'avons commis aucune faute à ce sujet.

Indépendamment de cela, nous estimons qu'il est extrêmement important d'avertir les gens des dangers réels liés à l'utilisation de logiciels gratuits illégaux. Tant les utilisateurs expérimentés qu'inexpérimentés n'ont pas suffisamment conscience que ces logiciels illégaux sont de grands porteurs de virus informatiques.

Les "Responsible Young Security Agents" (RYSA), qui ont posé un diagnostic chez les gens à domicile concernant leurs problèmes de sécurisation informatique, ainsi que les bénévoles du call center que les gens ont pu joindre pour poser des questions sur la sécurité des ordinateurs et de l'internet, ont reçu une formation pour remplir leur tâche le mieux possible. Il va de soi qu'il a aussi été prévu de fournir une assistance aux utilisateurs de logiciels Mac et de logiciels libres. Pour autant que nous le sachions, personne n'a donc été exclu.

Par ailleurs, pendant la formation, il a été formellement précisé aux RYSA et aux collaborateurs du call center qu'ils n'exerçaient pas de "fonction commerciale". Autrement dit, ils ne peuvent pas proposer des producteurs spécifiques de logiciels de sécurisation ou des

kabinet beslissingsbevoegdheid gehad. Het is onze bedoeling om pc-gebruikers en -herstellers dichter bij elkaar te brengen en ervoor te zorgen dat ze makkelijk met elkaar in contact kunnen komen.

Al hebben we de vrije en de illegale software niet op één hoop gegooid, toch moet de aandacht worden gevestigd op de gevaren die illegale vrije software meebrengt.

Het spreekt voor zich dat bij de opleiding van de *Responsible Young Security Agents* en de vrijwilligers van het call center ook de hulp aan gebruikers van Mac of vrije software aan bod komt. Zij mogen geen specifieke fabrikanten van beveiligingssoftware aanprijzen.

Het is onmogelijk om een lijst op te stellen van de gevaren die sommige *proprietary* software inhoudt. Dat is trouwens ook niet de bedoeling van het project, dat vooral een houvast inzake computerbeveiliging wil zijn.

Het ontbreken van een tekstversie en van een blindsurfer-versie is te wijten aan de vertraging die tijdens het ontwerpen werd opgelopen. Gezien de overige verbintenissen die waren aangegaan, kon de lancering van de campagne echter niet worden uitgesteld.

produits apparentés.

Nous ne voulons pas nous prononcer sur les avantages et les inconvénients de l'un ou de l'autre logiciel. L'inventaire de ces inconvénients éventuels est irréalisable et ne fait de toute façon pas partie de l'étendue de la campagne pécéphobie, qui ne peut avoir l'ambition d'être l'ultime étude sur la sécurisation informatique.

A ce propos, je tiens également à souligner l'importance du message positif de cette campagne de sensibilisation. Nous voulons attirer l'attention des gens sur les dangers liés à l'informatique et à internet. Notre objectif n'est toutefois pas de les effrayer mais de leur donner un point de repère. Il est indéniable qu'il est préférable pour un utilisateur de pc de posséder un logiciel de sécurisation.

L'absence d'une version "blindsurfer" du site web et d'une version pour les utilisateurs ne disposant pas de "flash player" le jour du lancement de la campagne est un manquement que nous reconnaissons et pour lequel nous ne pouvons invoquer comme excuse que le retard imprévu lors du développement de ce site. Les versions "blindsurfer" et "sans flash" du site web n'étaient pas encore tout à fait achevées le premier jour de la campagne. La réservation d'espaces de communication et les accords avec près de 200 bénévoles ont rendu particulièrement difficile le report de quelques jours du lancement de la campagne. Ceci explique pourquoi les versions "blindsurfer" et "sans flash" du site web ont été lancées avec quelques jours de retard.

02.03 Zoé Genot (ECOLO): Je ne suis pas du tout étonnée d'apprendre que la campagne était financée à 50% par le secteur privé. En effet, tous les observateurs du marché de l'informatique affirment que le plus grand marché potentiel – maintenant que la majorité des gens est équipée – est celui de la sécurisation et du service en cas de panne causée par ces multiples virus et autres.

Je comprends donc l'intérêt que le privé a dans ce type de campagne. Néanmoins je regrette que, dans le choix des partenaires comme dans les conseils dispensés sur le site, on fasse aussi peu allusion à l'existence de solutions non commerciales pouvant répondre à toute une série de difficultés et dangers présents sur le net. C'est regrettable car si un acteur pouvait se le permettre, c'était l'Etat. Il est évident que les grosses sociétés ne vont pas conseiller des solutions gratuites à leurs clients.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Simonne Creyf aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de benoeming van de directeur-generaal van het Bestuur Energie" (nr. 9369)

03 Question de Mme Simonne Creyf au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la nomination du directeur général de l'Administration de l'Énergie" (n° 9369)

03.01 Simonne Creyf (CD&V): Mijnheer de minister, wij hebben vernomen dat uw collega minister Verwiltghen na nieuwe examens een nieuwe directeur-generaal van het bestuur Energie heeft benoemd.

02.03 Zoé Genot (ECOLO): Aangezien de computerbeveiliging en de herstellingen in geval van virussen momenteel de grootste potentiële markt vormen, verbaast het me niet dat de privé-sector de campagne voor de helft heeft gefinancierd. Het is jammer dat er geen bestaande niet-commerciële oplossingen worden aangeraden, terwijl de overheid toch goed geplaatst is om dat te doen.

03.01 Simonne Creyf (CD&V): Le ministre Verwiltghen a nommé un nouveau directeur général à la tête de l'administration de

Ik heb minister Verwilghen daarover ondervraagd. Hij verwees mij echter naar u, omdat u degene bent die verantwoordelijk is voor de organisatie van de selectieprocedures voor ambtenarenfuncties. Vandaar dat ik nu mijn vragen aan u stel in de hoop van u een antwoord te krijgen.

Kunt u ons zeggen hoe de selectieprocedure is verlopen? Hoe was de jury samengesteld? Hoeveel kandidaten hebben deelgenomen aan de selectieprocedure? Wat was de rangschikking van de kandidaten? Is bij de benoeming rekening gehouden met de kennis van beide landstalen?

03.02 Minister **Christian Dupont**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Creyf, de selectieprocedure is gebeurd op basis van het koninklijk besluit van 15 juni 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten.

De uiterste inschrijvingsdatum voor de kandidaten was 25 maart 2005.

De candidatures worden ingediend bij SELOR die de toelaatbaarheid ervan onderzoekt en daarbij rekening houdt met de algemene en specifieke toelatingsvoorwaarden.

Daarna volgt volgens de procedure de geïnformatiseerde testen die door SELOR en per taalrol worden georganiseerd en die ertoe strekken de managementvaardigheden en organisatorische vaardigheden van de kandidaten, alsook hun persoonlijkheid te testen. In die fase werden de kandidaten zeker niet uitgesloten voor de mondelinge proef die plaatsvond op 2 en 3 mei 2005.

Daarna volgt de mondelinge proef uitgaande van een praktijkgeval dat verband houdt met de te begeven managementfunctie. Die proef heeft tot doel zowel de competenties die eigen zijn aan de te begeven functie, als de vaardigheden die vereist zijn voor de uitoefening van een managementfunctie, te evalueren. De proef vond plaats op 7, 12 en 13 september 2005.

De jury was samengesteld uit een voorzitter - de directeur van N-2 van SELOR, mevrouw Corinne Benharrosh - bijgestaan door een ambtenaar die de kennis van de tweede taal heeft bewezen conform artikel 43, § 3, derde lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Twee externe experts inzake management: de heer Jacques Gold, Franstalig, en de heer Lesley De Pudt, Nederlandstalig. Twee externe experts inzake human resources management: de heer Raphaël Rozenberg, Franstalig, en de heer Filip Braeckevelt, Nederlandstalig. Twee externe experts met ervaring of een bijzondere kennis van de materie die eigen is aan de te begeven functie: de heer Claude Grégoire, Franstalig, en de heer Gert De Block, Nederlandstalig. Vier ambtenaren: de heren André Finet en Philippe Mettens, Franstalig, en de heren Georges Monard en John Van Acker, Nederlandstalig.

Er waren 33 kandidaten ingeschreven voor de selectie. Er waren 28 Franstaligen van wie 9 kandidaten hun cv niet hebben opgestuurd en

l'Energie. Le ministre de la Fonction publique peut-il me dire comment la procédure de sélection s'est déroulée? Comment le jury était-il composé? Combien de candidats se sont présentés? Comment s'établissait le classement? A-t-il été tenu compte de la connaissance des deux langues nationales dans le cadre de cette nomination?

03.02 **Christian Dupont**, ministre: La procédure de sélection était conforme à l'arrêté royal du 15 juin 2004. La date limite d'inscription était le 25 mars 2005. Les candidatures ont été adressées au Selor, qui a vérifié les critères d'admission.

La première épreuve consista en un test informatisé organisé par le Selor par rôle linguistique. Il s'agissait d'un test d'aptitudes et de personnalité. Le test a eu lieu en mai 2005. Indépendamment des résultats à ce test, il fut suivi en septembre par une épreuve orale portant sur un cas d'espèce correspondant à la fonction de management à attribuer.

Le jury était composé du directeur N-2 du Selor, assisté par un fonctionnaire, par deux experts externes spécialisés en management, par deux experts externes spécialisés en ressources humaines, par deux experts connaissant particulièrement bien la fonction à attribuer, ainsi que par quatre fonctionnaires.

Trente-trois candidats ont posé leur candidature au poste vacant, dont 28 francophones et 5 néerlandophones. Sur les 28 francophones, 12 candidats ont été admis, vu qu'ils satisfaisaient à toutes les conditions d'admission. Trois d'entre eux ont été désélectionnés par la suite. Sur les cinq néerlandophones, deux ont été admis.

dus niet in aanmerking werden genomen. 7 kandidaten waren niet toelaatbaar, rekening houdend met de algemene en specifieke toelatingsvoorwaarden. 12 kandidaten werden toegelaten, rekening houdend met de algemene en specifieke toelatingsvoorwaarden. 3 van deze kandidaten werden geannuleerd bij het verdere verloop.

Er waren 5 Nederlandstaligen van wie 1 kandidaat zijn cv niet heeft opgestuurd en dus niet in aanmerking werd genomen. 2 kandidaten waren niet toelaatbaar, rekening houdend met de algemene en specifieke toelatingsvoorwaarden. 2 kandidaten werden toegelaten, rekening houdend met de algemene en specifieke toelatingsvoorwaarden.

De rangschikking van de kandidaten was als volgt: 1A, zeer geschikt en Franstalig; 2B, geschikt en gerangschikt in B1-B2 Franstalig; 5C, minder geschikt waarvan 4 Franstalig en 1 Nederlandstalig, 2D niet geschikt waarvan 1 Franstalig en 1 Nederlandstalig.

De benoeming gaat niet uit van de minister van Ambtenarenzaken. Tijdens de hele selectieprocedure wordt de kennis van de tweede landstaal niet in aanmerking genomen. Elke kandidaat wordt in zijn moedertaal verhoord, zoals bepaald door de taalwetgeving.

03.03 Simonne Creyf (CD&V): Mijnheer de minister, dank u voor het antwoord. Ik hoop dat ik de schriftelijke versie kan krijgen.

Mijnheer de minister, ik had, ten eerste, vernomen dat er op het einde drie kandidaten werden geselecteerd en dat er tussen drie moest gekozen worden, maar dat er uiteindelijk maar een werd opgeroepen voor het finale gesprek. Kunt u dat bevestigen?

Ten tweede, mijnheer de minister, ik heb er toch wel problemen mee dat in een belangrijke federale dienst het principe van federale loyaliteit niet geldt en dat op dat topniveau medewerkers niet tweetalig hoeven te zijn, méér zelfs, bijna uitsluitend eentalig zijn. De geselecteerde persoon is mevrouw Marie-Pierre Fauconnier, van wie ik de deskundigheid niet wil betwisten. Zij was deeltijds adviseur bij minister Onkelinx, ondanks het feit dat zij personeelslid was bij Elia. Zij was ook nog eens regeringscommissaris bij het NIRAS. Mevrouw Fauconnier kent de sector dus wel, maar daarover wil ik het niet hebben.

Er zijn twee punten, mijnheer de voorzitter, waar ik toch moeite mee heb. Dat is, ten eerste, het zeer, zeer uitgesproken PS-profiel van mevrouw Fauconnier. Ten tweede is er het feit dat mevrouw Fauconnier omzeggens geen Nederlands spreekt. Mijnheer de minister, u zegt dat dat niet hoefde, maar eigenlijk vind ik het toch niet kunnen dat men op dat niveau slechts eentalig is. Het is een federale overheidsdienst en ik vind het jammer dat wij opnieuw geconfronteerd moeten worden met een directeur-generaal die slechts een van beide landstalen kent.

03.04 Minister Christian Dupont: Over de keuze van de kandidaten en het niet opgeroepen worden voor een eindgesprek kan ik niets zeggen, want daar heb ik niks mee te maken en wil ik niks mee te maken hebben. Wij organiseren de procedure op een theoretische manier, maar mengen ons nooit in de manier waarop dat wordt toegepast op het terrein.

Une personne, francophone, a été jugée très apte à occuper le poste à pourvoir. Deux autres francophones ont été jugés aptes, tandis que quatre francophones et un néerlandophone ont été jugés moins aptes. Un francophone et un néerlandophone ont été jugés inaptes.

La nomination n'émane pas du ministre de la Fonction publique. Durant toute la procédure, la connaissance de la seconde langue nationale n'a pas été un critère de recrutement. La législation stipule que chaque candidat(e) doit être entendu(e) sans sa langue maternelle.

03.03 Simonne Creyf (CD&V) : En fin de parcours, il restait trois candidats valables, dont un seulement aurait été convoqué à l'entretien final. Est-ce exact?

Il est regrettable que ce haut fonctionnaire ne doive pas être bilingue. Je ne cherche nullement à contester l'expertise de la candidate retenue, mais son profil PS marqué et le fait qu'elle ne parle presque pas un mot de néerlandais me dérangent.

03.04 Christian Dupont, ministre: Le choix des candidats et les convocations ne m'incombent pas, et c'est une bonne chose.

03.05 **Simonne Creyf** (CD&V): De bevoegde diensten volgen dus de rangorde zoals u ze daarnet hebt meegedeeld?

03.06 Minister **Christian Dupont**: Inderdaad. De rangorde wordt meegedeeld aan de bevoegde minister, niet aan ons.

Wat het taalprobleem betreft, het principe van de taalwetten luidt dat de agenten eentalig zijn en de administraties tweetalig. Dat is de huidige stand van zaken en u kunt die betreuren en misschien iets anders wensen, dat kan ik best begrijpen, maar voor het ogenblik is het zo.

03.07 **Simonne Creyf** (CD&V): De wet is de wet of de reglementering is de reglementering, maar het is toch te betreuren dat mensen van een dergelijk hoog niveau niet in staat zijn om de tweede landstaal te spreken.

03.08 Minister **Christian Dupont**: (...) van de kennis van de talen voor de verschillende ambtenaren van onze diensten. Ik zoek naar middelen om dat te kunnen doen.

03.06 **Christian Dupont**, ministre: Le classement est envoyé au ministre compétent, et non à moi. Je comprends votre inquiétude à propos des connaissances linguistiques, mais la sélection s'est déroulée dans le respect total des règles actuelles.

03.08 **Christian Dupont**, ministre: Je suis toutefois disposé à examiner comment les règles du jeu pourraient être modifiées à l'avenir.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 9682 van de heer Verherstraeten wordt uitgesteld.

*De bespreking van de vragen en interpellaties eindigt om 14.52 uur.
La discussion des questions et interpellations se termine à 14.52 heures.*